

CHENÔVE

Projets "Kennedy" et "Centralité" : de gros investissements votés

Les élus de Chenôve se sont réunis vendredi 1^{er} octobre pour un conseil municipal de rentrée. Au menu, l'avancée des opérations "Centralité" et "Kennedy" et le recrutement de policiers municipaux, le tout sur fond de débats « toniques », voire vifs.

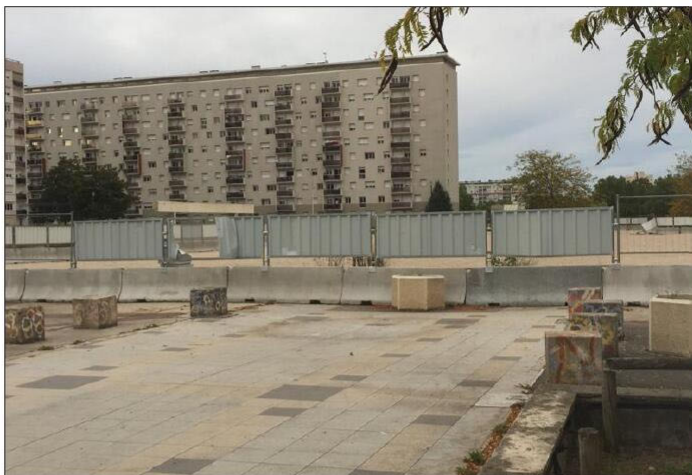
Lors de ce conseil municipal de rentrée à Chenôve, les élus ont remis sur la table les deux projets phares pour la commune. Avec tout d'abord, l'opération Kennedy, initiée dès 2009, qui a bénéficié, lundi dernier d'une troisième avance de trésorerie de la commune à la Splaad (1), porteuse du projet. Le montant de 500 000 € a été voté à l'unanimité et Thierry Falconnet, maire (PS) de la commune, a précisé que les crédits nécessaires étaient inscrits au budget 2021.

L'autre gros dossier, l'opération "Centralité", elle, selon le même procédé, a été créditée d'une avance d'1,5 M€, votée également à l'unanimité.

Le futur aménagement d'un parc urbain fait débat

Autre point évoqué à l'ordre du jour, la création du parc urbain de près de deux hectares en pleine Centralité. Cet aménagement sera réalisé sur la dalle qui couvre le parking souterrain Saint-Exupéry. Il s'agissait de valider une acquisition d'emprises foncières par la commune, à l'euro symbolique, auprès de la copropriété Saint-Exupéry.

Sur ce point, Philippe Neyraud (LR), chef du groupe d'opposition "Le bon sens à Chenôve", a dit regretter de voir détruite « la partie la plus récente du parking existant »



Le financement des opérations "Kennedy" et "Centralité" était au menu du conseil municipal. Photo LBP/C. G.

Quatre postes de policiers municipaux créés

Au cours de la dernière réunion du conseil municipal, les élus ont également voté la création de quatre postes de policiers municipaux.

Suite à une remarque de Philippe Neyraud, pour le groupe "Le bon sens à Chenôve", qui a qualifié cette délibération « d'effet d'annonce » qui n'aboutit pas, le maire Thierry Falconnet a souhaité rappeler qu'à Chenôve comme dans chaque commune de l'agglomération et ailleurs, « nous n'arrivons pas à recruter de policiers municipaux ».

La faute au faible nombre de sortants à l'issue du concours, a-t-il expliqué, mais aussi aux conditions de travail. « Et pourtant, a ajouté Thierry Falconnet, nos policiers municipaux, on les soigne,

qu'il s'agisse du salaire, des indemnités, de l'armement ou des futurs locaux sécurisés. » L'édile a par ailleurs rappelé que le nombre de policiers municipaux était de sept depuis lundi 27 septembre, et qu'il souhaitait arriver à douze. Cela permettrait une présence de la police sur le terrain jusqu'à 21 heures (19 heures actuellement), mais aussi des équipages dans la ville le samedi.

À noter que la demande de quatre policiers municipaux en une seule délibération est un changement de politique de recrutement de la commune, qui fait habituellement une demande d'un seul poste par délibération.

C. G. (CLP)

pour la création du parc. Il a également déploré avoir appris cette décision « lors d'une réunion publique, et non pas autour d'échanges constructifs entre nous ». Par ailleurs, même s'il se montre favorable à la clôture du parc, Philippe Neyraud a fustigé une décision qu'il dit avoir été prise « de manière unilatérale », sans concertation.

« L'opposition brille par son absence dans les commissions, donc ne dites pas que vous n'êtes pas au courant ! », a vivement rétorqué Martino Amodéo, conseiller délégué à

l'urbanisme. Suite à cela, Thierry Falconnet a fait un rappel au règlement du conseil municipal, pour cause de « digressions » : « Vous avez toute latitude pour poser des questions écrites. Restez centré sur les affaires de la commune. »

Celine GILLOT (CLP)

(1) société publique locale d'aménagement de l'agglomération dijonnaise

« Populisme », « diffamation » : florilège d'échanges parfois vifs entre la majorité et une partie de l'opposition

Outre un rappel au règlement du conseil municipal, à plusieurs reprises, Thierry Falconnet a vivement réagi suite à des « allusions » et des « sous-entendus » du groupe d'opposition "Le bon sens à Chenôve" concernant la présence de bus du CCAS devant la mairie lors des élections départementales : « Soit il y a des affaires dans cette mairie et vous faites appel au procureur de la République, soit vous vous taisez », a-t-il lancé à l'adresse de Philippe Neyraud. Poursuivant : « Je vous rappelle que nos débats sont enregistrés, et que nous veillons à ce que vos propos soient examinés au trebuchet de la loi en ce qui concerne la



Les interventions de Philippe Neyraud, sur plusieurs points du conseil ont donné lieu à de vifs échanges, tant sur la forme avec des rappels au règlement du conseil pour cause de digressions, que sur le fond. Photo LBP/C. G.

diffamation et la dénonciation calomnieuse ».

« Des arrière-pensées » concernant les indemnités des élus

Salih M'Piayi, conseiller d'opposition, s'est quant à elle dite « inquiète » par les remarques de Philippe Neyraud, qui ouvrent « un boulevard au populisme ».

Enfin, Thierry Falconnet a regretté « les arrière-pensées » de Philippe Neyraud concernant les indemnités des élus. Ce dernier souhaite qu'elles soient présentées sous forme de chiffres en euros, et non en pourcentages.

C. G. (CLP)